



Confédération Générale  
du Travail FORCE OUVRIERE

SMeδEN FO

*Syndicat des médecins de l'Éducation Nationale*

*6/8 rue Gaston Lauriau*

*95513 Montreuil CEDEX*

## VERS LA DISPARITION DES MEDECINS DANS L'EN ?

Un rapport d'information de l'Assemblée Nationale sur la mise en œuvre des conclusions du rapport d'information du 17 novembre 2011 sur la médecine scolaire a été publié le 9 novembre 2012.

Ce rapport fait un constat juste de la crise que traverse la médecine scolaire tant en terme de manque de moyens, de personnels et de lisibilité des missions : manque d'attractivité, modifications non abouties du statut. Ce que le SMedEN-FO tente de faire entendre depuis 10 ans.

Derrière un habillage d'intentions louables, il nous semble que les propositions du rapport ne sont qu'une adaptation des objectifs aux moyens.

Le **SMedEN-FO** affirme que sans moyens supplémentaires qui passent obligatoirement par une attractivité significative de la grille indiciaire, aucune politique de santé ne pourra être mise en œuvre au sein de l'Éducation Nationale.

Le débat que certains portent sur l'organisation de la promotion de la santé des élèves en séparant totalement les services médical et infirmier déplace le curseur des préoccupations principales ; si la spécificité professionnelle des uns et des autres doit être respectée, c'est bien en travaillant en complémentarité au sein de l'Éducation Nationale que médecins et infirmières œuvreront pour le bien être et la santé des enfants à l'école.

Tout au long du rapport, la création d'un corps interministériel de « médecin de prévention et de santé publique » est évoquée. Si cela devait se faire, cela entraînerait une perte de notre spécificité de médecins de l'Éducation Nationale au détriment des besoins de santé des élèves.

Dans ces conditions, le **SMedEN-FO** s'inquiète du devenir des médecins de l'Éducation Nationale et du décalage entre les vœux pieux du rapport et la réalité vécue par les médecins sur le terrain.

Il demande de toute urgence la réunion des groupes de travail sur les missions promis depuis 3 ans.

Montreuil, le 19 Novembre 2012